



■ Que faire ?

- Protéger l'enfant dans l'immédiat : Hospitalisation
 - Bilan diagnostic
 - Bilan du retentissement
 - Enquête sociale
 - Concertation pluridisciplinaire (en l'absence d'urgence)
- Ne pas hésiter à avis spécialisé
 - Médecin légiste
 - Médecin pédiatre référent

CAT

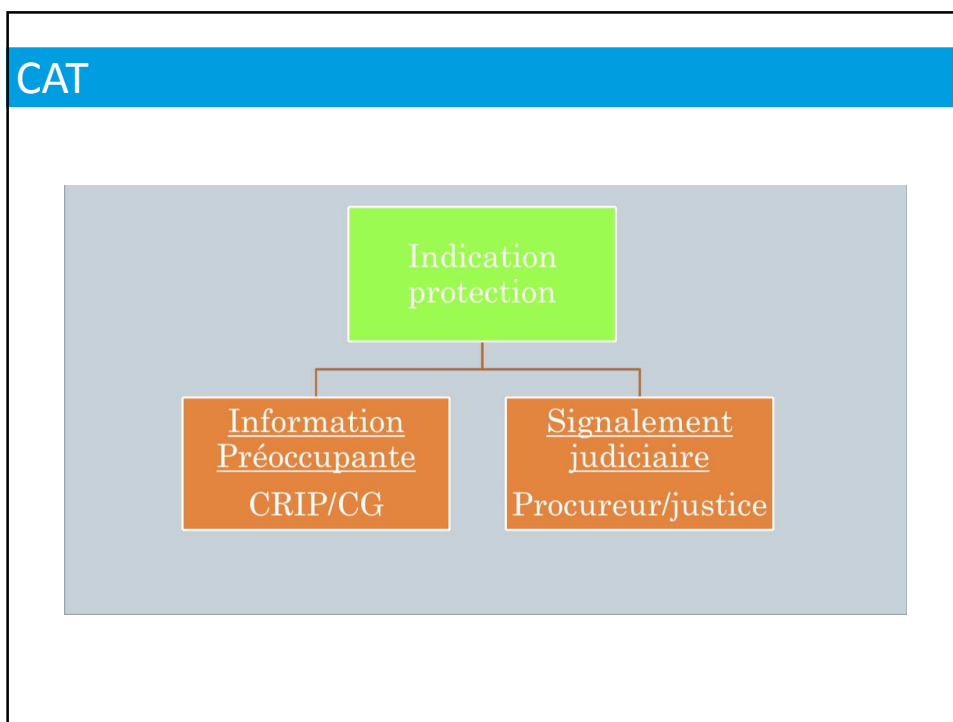
■ A qui signaler ?

- Conseil général
- Procureur de la République / juge des Enfants

■ Loi de 5 mars 2007 : Enfance en danger

■ Loi du 14 mars 2016 : protection de l'enfant

- mise en place d'un médecin référent / établissement
-



Principes



■ Cadre légal

- Dérogation au secret professionnel (Art 226-14 CP et Art 44 CD)

« la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire, soit par état ou par profession, (...) est punie d'1an d'emprisonnement et de 1500€ d'amende »

- Non- assistance à personne en danger (Art 223-6 et 434-3 CP)
- Art 434-1 dénonciation des crimes dont il est encore possible d'en limiter les effets

■ Art 44 Code de Déontologie

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychique, il alerte les autorités judiciaires ou administratives sauf circonstances particulières qu'il apprécie en conscience »

Principes

■ De toute violence

- Notion de vulnérabilité = sans le consentement si personne vulnérable
 - art. 44 CD, art. 226-14 CP et loi du 02/01/04, art. 226-3 CP concernant les mineurs ou les personnes vulnérables
 - A celui qui informe les autorités judiciaires, médicales, ou administratives de privations sévices ou atteintes sexuelles,...infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger
- Art 40 CPP : obligation à toute autorité publique ou fonctionnaire ayant la connaissance d'un crime ou délit d'en informer le procureur

Acte

- Définition :

- « Saisine du procureur de la République. Le signalement est un acte professionnel écrit présentant, après évaluation, la situation d'un enfant en danger qui nécessite une protection judiciaire » (*Guide pratique ministériel mai 2007*)

- *Acte juridique*

- Comprenant une évaluation de la situation du mineur présumé en risque de danger ou en danger
- Apporte des constatations sur la situation de l'enfant et non des preuves
- Ayant pour objectif de mettre en place une mesure de protection administrative et/ou judiciaire

Situations

- 2 situations:

- Gravité de la situation
 - Mise en danger de l'enfant
 - Retentissement grave sur l'état de santé de l'enfant
- Infraction pénale

- Exemple

- TCNA
- Négligence grave avec retentissement grave sur l'état de santé de l'enfant
- Agression à caractère sexuel
- Etc.

Rôle judiciaire

■ Procureur de la République

- Dans le cadre pénal
 - Désigner un administrateur ad hoc (poursuite)
 - Diligenter une enquête : classer l'affaire/ouvrir une information judiciaire(juge d'instruction)/poursuivre l'auteur (Correctionnel)
- Dans le cadre civil
 - Ordonnance de placement provisoire possible
 - Communication à la CRIP
 - Saisir un juge des enfants

■ Juge des Enfants

- Mesures d'assistance éducative (investigations sociales ou éducatives, expertises) mesure d'action éducative
- Mesures d'aide à la gestion du budget familial



Secteur Santé

UNIVERSITÉ
Grenoble
Alpes



CHU

Information préoccupante



Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes

Acte



■ Définition

- « Une alerte sur la situation d'un mineur, pouvant laisser craindre que sa santé, sa sécurité ou sa moralité sont en danger ou en risque de l'être ou que les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ou en risque de l'être. »

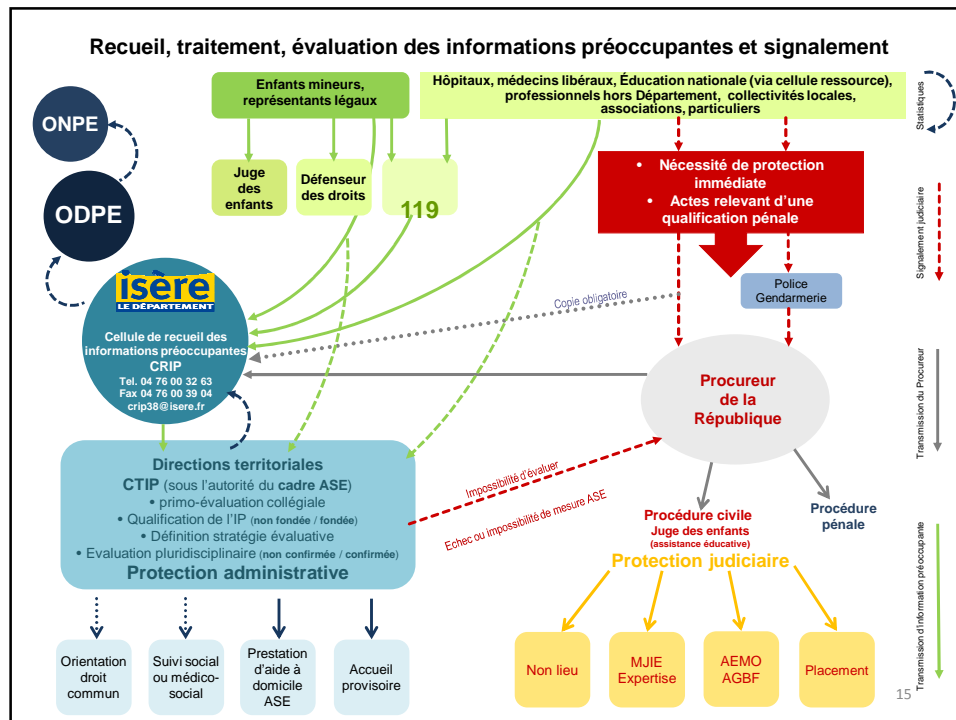
■ Adressée au Conseil Général

■ Objectif

- Evaluer la situation d'un mineur
- Déterminer les actions de protection et d'aide dont ce mineur et sa famille peuvent bénéficier.

Rôle du Conseil Général

- Recueil, traitement et évaluation de toute information préoccupante concernant un mineur en danger ou risquant de l'être par le départemental
- cellule opérationnelle départementale (CRIP)
 - centralise le recueil des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou risquant de l'être
- Un observatoire départemental (ODPE) analyse les données recueillies et les suites données.
- Protocoles établis entre le président du CG, le préfet, les partenaires institutionnels concernés et l'autorité judiciaire



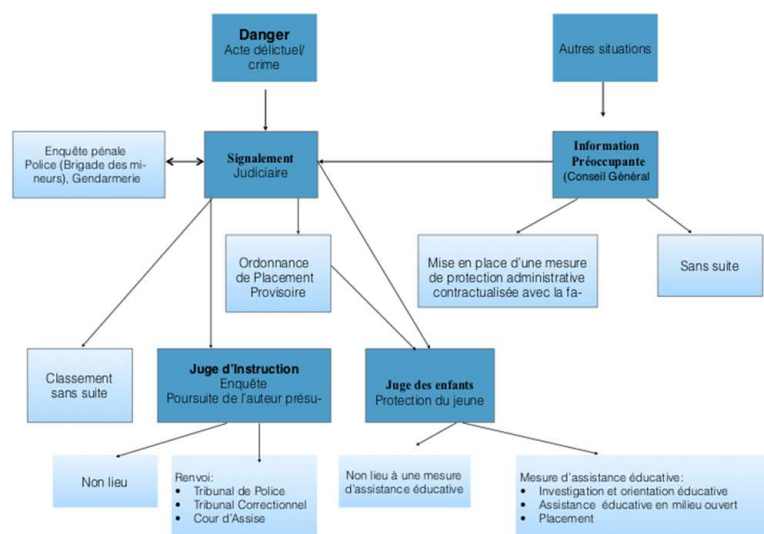
Traitement

- Évaluation de la situation du mineur + détermination des actions de protection et d'aide dont le mineur et sa famille peuvent bénéficier
 - Signalement judiciaire si nécessaire (+ information des parents de l'enfant ou de son représentant légal)
 - Si opposition de la famille ou non collaboration
 - Si impossibilité d'évaluation de la situation de l'enfant
- Retour des informations
 - Au conseil général par le conseil Général
 - Au conseil général par le Procureur de la République
 - Au conseil général par les parents

Médecin référent (Loi du 14 mars 2016)

- Médecin référent protection de l'enfance
 - 1/ département art L221-2 du CASF
 - défini par le décret n°2016-1503 du 7 nov 2016
 - Repérage des situations et information
 - Articulation entre les services départementaux intervenant dans le dispositif de protection de l'enfance
 - Contribue à l'acquisition des connaissances sur la protection de l'enfance avec les différents acteurs
 - **Interlocuteur départemental en matière de protection de l'enfance pour les médecins libéraux , hospitaliers santé scolaire**

Au total





Réquisition

- Tout médecin
 - Injonction faite à un médecin par une autorité judiciaire (ou administrative) d'effectuer un acte médico-légal urgent
 - Obligation de déférer
 - Dérogations (☒ médecin expert) :
 - cas de force majeure justifiée ou incapacité transitoire (soins urgents à un malade)
 - exceptions morales (allié ou parent)
 - incapacité technique avérée
 - « *Toute la mission, rien que la mission* »

Certificat

■ Objectifs

- ❑ Établissement de la matérialité des faits
- ❑ Constatation et description des lésions/ éléments cliniques

■ Forme

- ❑ 1^{ère} partie (facultative) = Dires ou allégations (temps employé = conditionnel),
- ❑ 2^{ème} partie : Examen clinique descriptif le plus précis possible +/- examens complémentaires
- ❑ 3^{ème} partie : ITT ; pronostic vital ; Infirmité

Incapacité Totale de Travail (ITT)

■ Objectifs

- ❑ Caractérise l'acte (auteur)
- ❑ CIVI (victime)

		Juridiction compétente	
		Tribunal de Police	Tribunal Correctionnel
violences	volontaires	< 8 jours	> 8 jours
	involontaires	< 3 mois	> 3 mois

Médecin Expert

- Expert unique Loi 30 déc. 1985
 - En matière pénal non contradictoire (caractère secret)
 - En matière civil contradictoire
 - Mission
- En matière pénale
 - Autopsie :
 - recherche des causes de la mort
 - indices de crime
 - Examen de victime de violence/viol, autres
 - Mission spécifique (TCNA par exemple)
 - Aux fins d'intérêts civils : préjudices

